Histoire des universités médiévales et modernes

Jacques Verger

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ashp/710>

DOI : 10.4000/ashp.710

ISSN : 1969-6310

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2009

Pagination : 193-194

ISSN : 0766-0677

Référence électronique

Jacques Verger, « Histoire des universités médiévales et modernes », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 140 | 2009, mis en ligne le 16 octobre 2009, consulté le 06 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/710> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ashp.710>

HISTOIRE DES UNIVERSITÉS MÉDIÉVALES ET MODERNES

Directeur d'études : M. Jacques VERGER,
correspondant de l'Institut

Programme de l'année 2007-2008 : I. *Crise des universités à la fin du Moyen Âge ?* — II. *Lectures de Gerson*.

I. *Crise des universités à la fin du Moyen Âge ?*

La première partie du séminaire a été consacrée à l'examen critique de la notion de « crise de l'université à la fin du Moyen Âge », spécialement au xv^e siècle. Cette notion a été largement répandue par l'historiographie ancienne (à laquelle se référerait encore Jacques Le Goff en 1957) et semble puiser quelque justification dans des textes de l'époque et surtout chez les humanistes du xvi^e siècle ou les philosophes des Lumières.

Que recouvrait la notion de « crise de l'université » dans cette perspective classique ? Le contrecoup sur l'université des « malheurs des temps » et de la crise générale de l'Occident à la fin du Moyen Âge ? La sclérose des savoirs scolastiques ? La multiplication des dysfonctionnements institutionnels ? Une double fermeture, géographique (« régionalisation ») et sociale (« aristocratisation »), du recrutement ? L'appesantissement de la tutelle du pouvoir politique au détriment de l'antique *libertas scolastica* ?

Divers travaux récents ont amené à reconsidérer tous ces facteurs, à en minimiser l'importance ou à en nuancer la signification. Ils ont conduit à introduire dans l'étude des universités de la fin du Moyen Âge une périodisation plus fine et une prise en compte de la diversité géographique des établissements. Ils ont surtout amené à considérer que, si crise et « abus » il y a eu, les hommes de la fin du Moyen Âge y ont répondu de plusieurs façons, assez efficaces, qui méritent de retenir l'attention : par la « réforme » des institutions existantes – par la création d'universités nouvelles – par la recherche de solutions alternatives élargissant l'« offre d'enseignement ».

C'est à la première approche qu'on s'est particulièrement intéressé dans le séminaire de cette année, considérant que la plupart des universités françaises déjà existantes avaient fait l'objet d'importantes tentatives de réforme dans le courant du xv^e siècle (la plus connue étant la réforme dite du cardinal d'Estouteville à Paris en 1452).

On a d'abord consacré plusieurs séances à la réforme de l'université d'Orléans de 1447, réforme confiée par le roi Charles VII à trois commissaires royaux (d'après le texte publié dans M. Fournier, *Les statuts et privilèges des universités françaises depuis leur fondation jusqu'en 1789*, t. I, Paris, 1890, n° 294, vérifié et corrigé sur les manuscrits grâce à un auditeur, M. Charles Vulliez). L'analyse détaillée des 33 chapitres de cette réforme qui concernent à la fois les institutions universitaires, les docteurs et les étudiants, a fait ressortir un souci omniprésent de l'ordre public, le désir de rétablir la régularité au moins formelle des études et des examens, la volonté de

renforcer l'autorité des docteurs au sein de l'université et de donner, au détriment de l'autonomie ancienne, des possibilités accrues d'intervention dans les affaires de l'université à l'évêque d'Orléans et surtout aux officiers royaux.

Le second exemple étudié a été celui de l'université de Toulouse qui a fait l'objet entre 1470 et 1499 de plusieurs arrêts de réforme du parlement de Toulouse (publiés dans M. Fournier, *Les statuts et privilèges*, t. I, *op. cit.*, n^{os} 858, 860, 862, 866, 867, 868, 870 et 874). La prise en main de la réforme par la cour souveraine de Languedoc est, en elle-même, un fait significatif de la mutation du statut politique de l'université à cette époque. Pour le reste, les principes directeurs de ces textes réformateurs s'inscrivent dans le même contexte, institutionnellement autoritaire et intellectuellement conservateur, que les réformes de Paris et Orléans, ce qui, en fait, autant que d'une « crise », peut être vu comme l'indice de la bonne insertion de l'université dans les structures sociales et politiques de la France de la fin du Moyen Âge, au sortir de la guerre de Cent Ans.

II. Lectures de Gerson

La seconde partie du séminaire a été consacrée à un témoin exceptionnel de cette « crise » de l'université, à savoir le chancelier de Paris Jean Gerson. On s'est en particulier intéressé à l'épisode de sa vie connu sous le nom de « crise de Bruges » (1399-1400), qui a vu Gerson démissionner de la chancellerie, quitter Paris pour Bruges puis, sur les instance de son protecteur et patron, le duc de Bourgogne, revenir sur sa démission et retourner à Paris. La chronologie de cette « crise » personnelle a été bien établie par André Combes (*Essai sur la critique de Ruysbroeck par Gerson*, t. IV, Paris, 1972, p. 63-256) dont on a suivi les conclusions. L'analyse s'est portée sur les six lettres produites par Gerson au cours de ces deux années, accompagnées d'un petit *memorandum* personnel et d'un « projet de réforme de la faculté de théologie », textes étudiés d'après l'édition de P. Glorieux (Jean Gerson, *Œuvres complètes*, vol. II, Paris, 1960, p. 17-43), complétée par une photographie du principal manuscrit fournie par une auditrice, M^{me} Claire Angotti. L'étude détaillée de ces textes a permis de distinguer les causes « objectives » (universitaires, politiques, économiques) de la démission de Gerson et sa dimension plus « subjective », révélatrice d'un malaise à la fois personnel et social, ce qui a permis de déboucher sur quelques considérations touchant à la fois au fonctionnement concret des institutions, au contexte immédiat des années 1398-1400 et aux « mentalités universitaires » (thème des séminaires des années précédentes) dont Gerson apparaît comme un témoin privilégié par le ton presque intime de ses écrits.

Une séance a été réservée le 14 avril 2008 à la présentation par M^{me} Aurélie Perrot (univ. Paris-Sorbonne), de sa thèse d'histoire de l'art, préparée sous la direction de M. Dany Sandron et récemment soutenue (le directeur d'études faisait partie du jury) sur « l'architecture des collèges parisiens au Moyen Âge », présentation au cours de laquelle elle a particulièrement insisté sur les sources de son travail, y compris les sources archivistiques et iconographiques d'époque moderne utilisées de manière rétrospective pour aboutir à la reconstitution d'un bâti presque toujours disparu aujourd'hui.